

par Pierre Guerlain

Partout dans les médias dominants de qualité, on lit et on entend parler de la « montée des populismes », de la « haine » ou de « phobies » qui affectent l'espace public. Il est indéniable que les idées d'extrême droite ont le vent en poupe des États-Unis au Brésil mais aussi en Hongrie, Pologne, Japon, Israël, Argentine....

Il importe donc d'abord de formuler le meilleur diagnostic pour expliquer l'émergence de discours, pratiques et politiques qui tournent le dos au respect de la personne humaine et donc de la démocratie non définie par les seules élections.

L'expression « montée des populismes » met dans le même sac des mouvements dits de droite et des mouvements dits de gauche. Certains, aux États-Unis, n'hésitent pas à mettre Sanders et Trump dans cette enveloppe très protéiforme. Sanders pourtant n'a jamais fait de déclaration raciste, sexiste ou homophobe mais son discours sur la justice sociale le fait classer parmi les populistes honnis.

Cette expression gomme les différences énormes qui existent entre régimes plus ou moins autoritaires et gomme aussi les choix économiques fort différents des « populistes ». Au Brésil, l'alliance entre les marchés, les néolibéraux et Bolsonaro qui tient des propos fascistes montre que néolibéralisme et tyrannie ne sont pas nécessairement opposés.

Les *Chicago Boys* autour de Pinochet avaient fait la démonstration que libéralisme économique et dictature meurtrière pouvaient marcher main dans la main. Hayek, le pape du libéralisme économique, l'avait déclaré : il disait préférer un dictateur libéral à un gouvernement démocratique non libéral. Personne ne disait en 1973 que Pinochet était un « populiste » mais on parlait de dictature, de fascisme ou de totalitarisme. Les innovations sémantiques récentes n'éclairent pas beaucoup.

On ne parlait pas de « populisme » pour Hitler, Staline ou Mao, les grands criminels totalitaires du 20ème siècle. L'expression « montée des populismes » est employée par les partisans du centre social-libéral ou néolibéral, ceux que Tariq Ali évoque sous le terme « d'extrême centre ». Ainsi Macron n'est-il pas lui-même un populiste, ou plutôt un « plouto-populiste » ? Lorsque Macron évoque « le pognon de dingue » des aides sociales et enrichit

les riches, il combine rhétorique populiste et ploutocratie.

La Chine est depuis longtemps un régime tyrannique qui met au pas ses dissidents mais l'expression « montée des populismes » ne s'applique pas à elle car elle n'est jamais passée par la case « démocratie libérale occidentale ». L'autoritarisme de la Russie a de longues racines historiques mais a aussi été grandement favorisé par les actions des États-Unis qui ont infligé une période de libéralisme exarcebé avec Eltsine puis poussé pour étendre l'OTAN, contrairement aux promesses faites à Gorbatchev. En d'autres termes, « la montée des populismes » est souvent la résultante d'actions et décisions prises par ceux-là mêmes qui déplorent le populisme. Hayek est l'un de ceux qui ont créé le terreau du « populisme ».

Il n'y a pas de « montée des populismes » en Arabie saoudite ou en Egypte mais des régimes dictatoriaux soutenus par l'Occident, y compris lorsque ces régimes violent les droits humains ou soutiennent des terroristes. Jan-Werner Müller a consacré un livre à la définition du populisme, *What is Populism?*, dans lequel le rejet du pluralisme joue un rôle central. Dominique Vidal et Bertrand Badie ont, quant à eux, publié un *Etat du monde 2019* qui s'intitule *Le Retour des populismes* dans lequel ils abordent la question de la diversité des populismes. Néanmoins, on peut être d'accord avec la déclaration d'Edgar Morin en 2013 : « Le mot "populisme" mis à toutes les sauces perd toute signification et empêche tout diagnostic pertinent ».

Les discours et politiques autoritaires ou totalitaires doivent être analysés historiquement et leurs causes saisies dans un contexte spécifique. Le populisme de Poutine n'a pas grand'chose à voir avec celui de Bolsanaro. L'expression « montée des populismes » suggère un phénomène quasi-naturel, comme une montée de la marée, qui en s'appliquant à des contextes fort différents perd tout sens. Elle permet cependant de traduire en langage moral un positionnement politique : « populiste » devient synonyme de mauvais, nauséabond, méchant. Ce que sont la plupart des régimes politiques évoqués plus hauts mais pour des raisons fort différentes et parfois grâce au soutien des dénonciateurs du populisme. Pour délégitimer un adversaire il suffit aujourd'hui d'affirmer qu'il (ou elle) est « populiste » ou « complotiste » sans preuve ou discussion. Ces mots peuvent ainsi devenir des insultes pour éviter le débat d'idées.

Le mot « haine » a aussi pris une extension problématique. Tout d'abord, l'utilisation de termes de psychologie pour analyser des phénomènes politiques est problématique car la psychologie ne peut rendre compte de tout un contexte politique. La psychologie de Trump est un facteur d'explication du désastre qu'il représente mais ne peut retracer la longue dérive des Républicains américains ni l'histoire du racisme au Etats-Unis. Trump, du reste, est plutôt un pervers narcissique qu'un homme animé par la haine.

Hannah Arendt avait parlé de la « banalité du mal » pour Eichmann un des grands criminels nazis. Elle disait qu'Eichmann ne pensait pas, il suivait un système d'extermination sans affect. Ce n'est pas la haine qui l'animait mais une servilité aveugle et une absence totale d'empathie. Trump ne hait pas forcément tous ceux, nombreux, qu'il désigne comme ses ennemis. Il ne hait pas les enfants qu'il sépare des parents à la frontière mexicaine. Sa cruauté est celle du pervers narcissique qui n'a aucune empathie.

Les grands criminels sont plutôt des monstres froids que des personnages haineux. Staline ne haïssait pas tous ceux qu'il a envoyés au goulag et Mao ne haïssait pas les millions de Chinois qu'il a précipités dans la mort. Trump ne se soucie que de l'image de gagnant qu'il donne. La haine, qui peut être une forme inversée d'amour, suppose un rapport à l'autre que les grands criminels ont du mal à établir.

Ce que les grands criminels savent faire, c'est scénariser la haine, un peu comme lors des « deux minutes de haine » dans *1984*, le roman de George Orwell. Donc il est vrai que les démagogues attisent la haine mais leur criminalité s'articule le plus souvent à un manque d'affect, une absence d'empathie et une cruauté sans borne qui découle de leur narcissisme.

Il en va de même avec le mot « phobie » qui a pris une étrange extension. Chaque atteinte à la dignité humaine génère la création d'un néologisme se terminant en « phobie ». Le mot « phobie » est cependant erroné : le phobique cherche à éviter l'objet de sa peur.

L'antisémite ne souffre donc pas de « judéophobie » mais d'un préjugé qui peut devenir criminel, de même pour « l'islamophobie », « l'homophobie » qui sont soit des préjugés, soit des actes criminels qui tombent sous le coup de la loi.

Le mot « phobie » en psychologisant un phénomène politique le transforme en défaut personnel qu'il s'agit de surveiller ou punir. Si quelqu'un souffre de phobie mais n'est pas

violent, si son préjugé ne conduit à aucune déclaration ou action, en somme si sa phobie reste personnelle et non agissante, ce n'est pas un problème politique. Par contre, tous les actes dictés par un préjugé ou une paranoïa se combattent comme tous les crimes.

Pour lutter contre la haine fabriquée par les grands démagogues ou les tyrans, la déploration de « la montée des populismes » ne change rien. Par contre, changer les conditions d'émergence de la haine ou du populisme a bien plus d'effet. Des politiques néolibérales qui créent de l'inégalité et de la misère, mais s'accompagnent de leçons de morale sur la haine et le populisme, sont hypocrites.

Les médias dominants de qualité ont raison de s'inquiéter des évolutions politiques actuelles qui représentent un « mai 68 à l'envers », comme le dit Pierre Rimbert. Néanmoins les incantations, postures ou discours convenus n'ont aucune prise sur le réel. Pour arrêter la montée des démagogues et le triomphe du mécanisme du bouc émissaire, des politiques de justice sociale et environnementale, d'imposition des plus riches, de lutte contre l'évasion et l'optimisation fiscale, d'inclusion urbaine sont nécessaires. En d'autres termes, des plans Marshall pour les banlieues, les mal-logés, la défense de l'environnement sont plus avisés que des incantations.

En sus des réponses socio-économiques, un récit d'espoir mobilisateur est capital, un récit que Lula au Brésil avait su porter. Andrés Manuel López Obrador, élu président du Mexique, a lui aussi su mettre la solidarité à la place du ressentiment. La « haine » peut se transformer en « vivre ensemble » lorsque des dirigeants savent parler à tous ceux qui sont marginalisés et donc des proies faciles pour les démagogues.

Revenons à Hannah Arendt, pour lutter contre la banalité du mal, seule l'action politique et économique portera ses fruits. Elle parlait aussi de l'alliance entre « la populace et le capital » (« mob and capital ») pour évoquer les origines du totalitarisme. Il s'agit de dénouer cette alliance en transformant la « populace », c'est à dire dans son vocabulaire les exclus, en moteur de la solidarité, comme cela s'est déjà passé. Le Portugal est un exemple actuel qui montre que l'on peut combattre le néolibéralisme, la haine et le populisme par des politiques sociales de gauche.

Un monde avec moins de milliardaires mais plus de partage de l'emploi, un monde avec plus

de logements abordables dans les grandes villes et moins de ghettos dorés, un monde où les plus pauvres ne sont pas condamnés à vivre dans des taudis est un monde où le terreau du « populisme » est contenu.

Le néolibéralisme qui libère les inégalités et la misère n'offre que de belles paroles contre les maux qu'il dit combattre. La réponse à ces phénomènes apparemment psychologiques est sociale et politique. Sanders l'avait compris lors de l'élection américaine de 2016 alors que Clinton déployait le discours moralisateur déconnecté des réalités de la domination économique.

Aujourd'hui la lutte contre la montée de l'autoritarisme doit avoir lieu au niveau de chaque Etat-nation mais aussi dans un cadre internationaliste. Au-delà des personnes et pour dépasser les déclarations des belles âmes, ce qu'il importe de faire est très concret. Investir massivement dans l'égalité non seulement sociétale, ce que font les néolibéraux, mais sociale en direction de tous ceux que les tyrans démagogiques encouragent à la haine en leur suggérant des boucs émissaires.